



**PRÉFET  
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime  
et des Deux-Sèvres  
ZI de Saint-Liguaire  
4 rue Alfred Nobel  
79000 NIORT

Niort, le 11/03/26

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SPECIALTY OPERATIONS FRANCE**

2 avenue Cail  
79500 Melle

Références : 0007201348/2026/115

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/02/2026 dans l'établissement SPECIALTY OPERATIONS FRANCE implanté 2 avenue Cail 79500 Melle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SPECIALTY OPERATIONS FRANCE
- 2 avenue Cail 79500 Melle
- Code AIOT : 0007201348
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société Specialty Operations France exploite sur la plateforme chimique de Melle, une usine de spécialités chimiques qui consiste en la fabrication de polymères de spécialités et intermédiaires, destinés à l'amélioration des procédés industriels et à la formation de produits de soin de la personne, d'arômes et parfums.

L'exploitant est régulièrement autorisé par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° A6441 du 20 février 2023.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II et III	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	3 mois
3	Plan d'opération interne (POI)	Arrêté Préfectoral du 20/02/2023, article 8.9.6.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Surveillance qualité eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 22/05/2017, article 10.2.5	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	3 mois
5	Mesures de suppression/réduction - AN PFAS	Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1 et L.523-6-1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Données de prélèvement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
6	Stratégie de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
7	Modification des activités	Code de l'environnement du 03/02/2026, article L181-14	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a complété et mis à jour sa stratégie de lutte contre l'incendie qui intègre à présent le stockage de liquides inflammables en récipients mobiles.

Dans le cadre de la mise en conformité des installations au regard de l'arrêté du 24/09/2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, l'exploitant doit déposer prochainement un porter-à-connaissance relatif à la construction d'un magasin de stockage couvert-ouvert.

L'exploitant doit poursuivre la saisie dans l'outil GIDAF de ses résultats d'analyses pour le suivi des eaux souterraines et des résultats PFAS et AOF.

L'étude technico-économique prescrite par arrêté préfectoral du 05/07/2023 relatif à la mise en œuvre de mesures d'économies d'eau spécifiques en cas de sécheresse initialement attendue avant fin 2024, doit être transmise dans les meilleurs délais (3 mois maximum), à défaut de quoi une mise en demeure sera proposée à Monsieur le Préfet.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II et III
<b>Thème(s) :</b> Autre, Stratégie de sobriété – connaissance des réseaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 15/04/2025</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>III - Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>-l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;</li><li>-les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;</li><li>-les secteurs collectés et les réseaux associés ;</li><li>-les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;</li><li>-les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature.</li></ul>
<b>Constats :</b> <p>Suite à la visite du 15/04/2025, l'exploitant a transmis par courriel du 15/04/2025 à l'inspection des installations classées le rapport n° 130364/B d'avril 2025 du prestataire IRH, dont l'annexe I mentionne les plans des réseaux : eau de source (Marcillé, Marcillé/étang, Périgné), eau de ville, eau de refroidissement, vapeur, eau usée, soit sept plans.</p>

<p>Le document transmis ne comporte pas les plans mentionnés à l'annexe I.</p> <p>En page 52, la figure 20 présente deux extraits de plans de réseau (réseau eau de source Marcillé et réseau eau d'étang), mais qui ne couvrent pas la totalité du site.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées <b>l'ensemble des plans des réseaux prévus à l'annexe I</b> du rapport n° 130364/B d'avril 2025 du prestataire IRH. Ces plans doivent couvrir la totalité du site et permettre un repérage aisé des installations.</p> <p>Ces plans doivent être intégrés à l'étude technico-économique prescrite par arrêté préfectoral du 05/07/2023 relatif à la mise en œuvre de mesures d'économies d'eau spécifiques en cas de sécheresse. Il est par ailleurs rappelé à l'exploitant que l'étude technico-économique, initialement attendue avant fin 2024, doit être transmise dans un délai de trois mois, à défaut de quoi une mise en demeure sera proposée à Monsieur le Préfet.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

## N° 2 : Données de prélèvement

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Stratégie de sobriété – indicateurs sur les volumes de prélèvement</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 15/04/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m3/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant rappelle que le relevé des compteurs permettant le suivi des prélèvements au niveau des puits de forage (situés à distance de la plateforme) se fait manuellement chaque mois et est consigné dans un registre mensuel. Les compteurs « entrée d'usine » permettent le suivi des volumes d'eau entrants journaliers à l'entrée de la plateforme. L'exploitant précise que les données journalières sont gérées via un système de supervision, dont l'historique est consultable.</p> <p>Suite à la visite du 15/04/2025, dans son courrier de réponse du 18/11/2025, l'exploitant indique que les déclarations d'autosurveillance des volumes d'eau hors sécheresse ne sont pas obligatoires sur la plateforme GIDAF car celles-ci sont réalisées annuellement sur la plateforme GEREP.</p> <p>L'inspection des installations classées précise à l'exploitant que les saisies de prélèvement d'eau via les outils GIDAF et GEREP sont indépendantes et n'ont pas les mêmes finalités. En particulier, la</p>

saisie GIDAF, obligatoire en période d'alerte ou de crise, permet de s'assurer que l'exploitant met bien en œuvre les dispositions de l'arrêté préfectoral du 05/07/2023 (cf point de contrôle n° 1).

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Plan d'opération interne (POI)

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/02/2023, article 8.9.6.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Mise à jour POI

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 15/04/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

**Prescription contrôlée :**

Il est diffusé pour information, à chaque mise à jour :

- en un exemplaire à l'inspection des installations classées au format papier. Une version électronique et opérationnelle du POI. est envoyée simultanément à la version papier à l'inspection des installations classées ;
- au SDIS qui précisera le nombre d'exemplaires à transmettre en fonction des nécessités opérationnelles ;
- à la préfecture.

**Constats :**

Suite à la visite du 15/04/2025, l'exploitant a transmis par courriel du 27/05/2025 à l'inspection des installations classées le POI commun mis à jour sous format électronique.

L'exploitant indique dans son courrier de réponse du 18/11/2025 que la version papier sera transmise durant le premier trimestre 2026.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées la version du POI commun mis à jour sous format papier. La transmission papier n'est pas requise pour les services de la préfecture qui disposent de la version numérique.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

### N° 4 : Surveillance qualité eaux souterraines

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/05/2017, article 10.2.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déclaration GIDAF eaux souterraines

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 15/04/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

#### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant réalise un suivi mensuel des niveaux d'eau de la nappe et une surveillance semestrielle, en période respectivement de basses et hautes eaux, de la qualité chimique des eaux souterraines, selon le programme précisé en annexe 5 du présent arrêté.

#### **Constats :**

L'exploitant a été destinataire de courriels de relance automatique de la plateforme GIDAF concernant l'absence de déclaration de l'autosurveillance des eaux souterraines datés du :

- 01/02/25 : relatif à la période du 01/07/2024 au 31/12/2024,
- 01/02/26 : relatif à la période du 01/07/2025 au 31/12/2025.

Sur la période de janvier à décembre 2024, l'exploitant a procédé à la transmission mensuelle des rapports d'analyse via GIDAF, sans finalisation de la transmission des données.

Sur la période de janvier à mai 2025, l'exploitant a procédé à la transmission mensuelle des rapports d'analyse via GIDAF et à la finalisation de la transmission des données.

La transmission relative au mois de juin 2025 a été invalidée.

Sur la période de juillet à octobre 2025, l'exploitant a procédé à la transmission mensuelle des rapports d'analyse via GIDAF, sans finalisation de la transmission des données.

Depuis novembre 2025, aucune transmission de résultats n'a été effectuée sur la plateforme GIDAF.

L'exploitant indique qu'il n'a pas sollicité le laboratoire en charge des analyses pour la saisie des résultats sur la plateforme GIDAF et qu'il procède lui-même à la saisie.

Concernant le suivi de la source de Fontegrive, des variations significatives de certains paramètres ont été observées, notamment pour les paramètres microbiologiques et Manganèse.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant procède à la saisie et la finalisation de la transmission des résultats d'analyses des eaux souterraines sur la plateforme GIDAF, y compris pour l'année 2024.

L'exploitant veille à la transmission régulière de ces données et en cas d'anomalie apporte un commentaire explicatif, décrivant le cas échéant les mesures correctives mises en œuvre, telles que prévues à l'article 2.6.3 de l'arrêté préfectoral du 20/02/2023.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 5 : Mesures de suppression/réduction - AN PFAS**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1 et article 2 de l'AM du 02/02/98
<b>Thème(s) :</b> Autre, Mise en œuvre de mesures de réduction/suppression des rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 15/04/2025</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L. 110-1 :1° Le principe de précaution, selon lequel l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable.</p> <p>Article 2 de l'AM du 02/02/1998 : L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <p>- [...]</p> <p>-limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;</p> <p>-prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>- [...]</p>
<b>Constats :</b> <p>Suite à la visite du 05/11/2024, l'exploitant indique que des analyses complémentaires ont été réalisées le 05/12/2025 (même liste de substances recherchées que celle prévue à l'arrêté du 20/06/2023). Il présente le plan du site localisant les points de prélèvements concernés (S1, étang, S2, E1, P1, L1 et Ermel) sur les différentes branches d'eaux pluviales. L'exploitant précise que chaque branche d'eaux pluviales du site a été prospectée. Un prélèvement a également été effectué à l'extérieur du site (source Fontaines des Places), à environ 2 km au Nord-Est de la plateforme et en amont au regard du sens d'écoulement vers le Sud-Ouest de la nappe d'eau souterraine.</p> <p>L'exploitant présente le tableau de synthèse des résultats d'analyses PFAS/AOF (campagnes 2023-2025) incluant ceux des analyses complémentaires de décembre 2025. Concernant ces dernières analyses, aucun paramètre PFAS ne dépasse la limite de quantification de 100 ng/L. En revanche, le paramètre AOF dépasse la limite de quantification de 2 µg/L pour plusieurs points de prélèvement, y compris pour le point de prélèvement extérieur au site. Par courriel du 18/02/2026, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le tableau de synthèses des résultats d'analyses PFAS/AOF ainsi que les plans mentionnant les points de prélèvements dans le cadre des analyses complémentaires.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>



L'exploitant procède dans un délai de 15 jours à la saisie de l'ensemble des nouveaux résultats d'analyses PFAS et AOF sur la plateforme GIDAF. Concernant les résultats supérieurs à la limite de quantification pour l'AOF des points de prélèvements à l'intérieur du site (Etang, Rmel, L1, E1C-Iris), l'exploitant définit et met en œuvre un plan d'action pour la suppression ou, à défaut, la réduction maximale du paramètre AOF. À l'issue de ce plan d'action, l'exploitant procède à de nouvelles analyses pour en vérifier l'efficacité.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suite
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

#### N° 6 : Stratégie de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stratégie de lutte contre l'incendie
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 04/04/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La stratégie est dimensionnée pour une extinction des incendies des scénarios de référence définis aux alinéas précédents en moins de trois heures après le départ de feu, pour les stockages extérieurs, et dans un délai maximal après le départ de feu équivalent au degré de résistance au feu des murs séparatifs, pour les stockages couverts. Cette stratégie est formalisée dans un plan de défense incendie tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p>Ce plan comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les procédures organisationnelles associées à la stratégie de lutte contre l'incendie. Cette partie peut être incluse dans le plan d'opération interne prévu par l'article R. 181-54 du Code de l'environnement, lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document ;</li> <li>- les démonstrations de la disponibilité et de l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie vis-à-vis de la stratégie définie, demandées à l'article VI-2. Cette partie peut être incluse dans l'étude de dangers du site ou dans le plan d'opération interne de l'établissement lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document.</li> </ul> <p>Point n°15 de la visite du 08/06/23 :</p> <p>Les installations de la société RHODIA, à Melle, sont des installations relevant également de l'arrêté ministériel du 3/10/10 ainsi, la mise à jour de la stratégie de lutte contre l'incendie doit être basée sur l'article 43 de cet arrêté ministériel. La stratégie de lutte contre l'incendie doit comprendre les feux de bacs et de rétention.</p> <p>L'exploitant a sollicité en 2016 par courrier auprès du Préfet et du SDIS le recours à la non-autonomie. Il n'y a pas eu d'accord formalisé suite à cette demande.</p> <p>La stratégie de lutte contre l'incendie est en cours de révision pour se conformer à l'AM du 03/10/10 (un plan de défense incendie basé sur le régime de l'autonomie doit être élaboré courant 2023).</p> <p>Les scénarios feux de récipients mobiles stockés en bâtiment et en extérieur, de liquides</p>

combustibles et solides liquéfiables combustibles stockés en bâtiment et en extérieur ainsi que le feu d'engin de transport devront être intégrés au 1er janvier 2026. Les travaux de mise en conformité doivent être achevés en 2026.
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a effectué en juillet 2024 la mise à jour des fiches scénario de son plan de défense incendie suite à la visite d'inspection du 04/04/2024. La stratégie de lutte contre l'incendie intègre le stockage de liquides inflammables en récipients mobiles (stockage de produits finis dans le bâtiment Q2 et de matières premières dans la zone de stockage ERMEL). Il présente à l'inspection des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la fiche scénario n° 1 (rétention M6-2 de l'atelier S1). La fiche décrit notamment l'écoulement en cas de débordement de la rétention et les dispositions à mettre en œuvre le cas échéant,</li> <li>- la fiche scénario n° 25 (rétention Ermel de l'atelier Q2 (rétention déportée) et stockage Ermel),</li> <li>- la fiche scénario n° 28 (bâtiment de stockage de l'atelier Q2).</li> </ul> <p>Ces fiches prennent en compte les phases de refroidissement, de temporisation, d'extinction et de non reprise de l'incendie en détaillant notamment les calculs de dimensionnement des besoins en eau et émulseur. Les moyens techniques et humains sont également précisés.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant met à jour sa stratégie de lutte contre l'incendie avant la mise en exploitation du nouveau bâtiment de stockage (cf point de contrôle n° 7) dédié aux liquides inflammables en récipients mobiles.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Modification des activités

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 03/02/2026, article L181-14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stratégie Liquides inflammables
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans le cadre de la mise en conformité de ses installations au regard de l'arrêté du 24/09/2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables exploités au sein d'une ICPE soumise à autorisation, l'exploitant projette la construction d'un nouveau bâtiment (magasin de stockage couvert-ouvert pour environ 600 unités de manutention). Celui-ci regroupera les stockages actuellement présents dans le bâtiment Q2 et en zone Ermel (stockage extérieur). L'exploitant précise que le bâtiment sera pourvu en partie d'un bardage côté</p>

Sud-Ouest afin de protéger des intempéries les stocks de produits finis. Le bâtiment sera équipé d'une première fosse de rétention de 2 m<sup>3</sup> en cas de déversement accidentel d'un IBC, reliée ensuite à la fosse P pouvant recueillir des volumes plus importants.

L'exploitant envisage de conserver une partie de stockage liquides inflammables dans la zone Ermel, notamment pour les déchets.

L'exploitant prévoit de déposer un dossier de porter-à-connaissance (PAC) en avril ou mai prochain pour un démarrage des travaux au second semestre 2026. Pour l'élaboration de ce dossier qui est en cours, il se fait accompagner du bureau d'étude Burgeap, la modélisation des flux thermiques a été confiée à un prestataire spécialisé.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant procède à la mise à jour des modélisations des flux thermiques de la zone Ermel et de l'atelier Q2 (sans présence de liquides inflammables), ainsi que de tout document concernés par l'évolution de ces informations (EDD, POI, plan de défense incendie...).

**Type de suites proposées :** Sans suite